

La géopolitique : un raisonnement géographique d'avant-garde

Béatrice Giblin¹

Ce numéro se veut une réflexion sur *la* et *les* géopolitiques. Il répond à la préoccupation de l'équipe d'*Hérodote* face au succès médiatique du terme (souvent utilisé à tort et à travers) et à la multiplication de manuels de géopolitique à l'adresse des étudiants d'école de commerce, de science politique et, dans une moindre mesure, de géographie – où la géopolitique est encore tenue en suspicion. En effet, si, grâce à l'appui de Laurent Carroué, géographe, inspecteur général, les conflits sont désormais étudiés en tant que tels au programme de l'agrégation et du CAPES, l'approche géopolitique de ces conflits reste mal vue².

Cet engouement pour la « géopolitique » est une caractéristique française, car on ne le constate pas ailleurs en Europe, ni dans le reste du monde. De nouvelles revues : *Diplomatie*, *Carto*, *Questions internationales*, sont autant de publications qui doivent aussi leur existence au succès d'une émission, ancienne désormais, *Le Dessous des cartes*, pensée il y a vingt ans déjà par Michel Foucher, réalisée par Jean-Christophe Victor, et dont le succès ne se dément pas.

Ce succès est donc dû, pour une part, à la presse où la référence à la géopolitique est fréquente. Or, cette fréquence sert parfois à la discréditer, et donc indirectement les travaux qui s'en réclament, dans les milieux universitaires, où l'utilisation massive d'un terme par les journalistes suffit à lui ôter toute valeur scientifique. Ainsi, qualifier un texte universitaire d'écriture ou de style journalistique est le moyen de le déconsidérer et de lui ôter tout label de scientificité car

1. Directrice d'*Hérodote*.

2. Comme me l'ont dit des étudiant(e)s qui suivaient la préparation de l'agrégation à Paris-I auquel(le)s fut déconseillée la lecture de l'ouvrage que l'équipe d'*Hérodote* a publié justement pour traiter cette question [Giblin, 2011]!

HÉRODOTE

généralement, à l'université, on écrit d'abord pour ses pairs, qui vous jugent, et non pour être lu et compris du plus grand nombre, ce qui, au mieux, est considéré comme relevant de la vulgarisation.

Un mode de raisonnement qui intéresse les citoyens

Néanmoins, on se dit qu'on avance dans la bonne voie, comme le prouve l'existence d'*Hérodote* depuis plus de trente-six ans. Son succès (pour une revue universitaire, mais aux yeux de certains universitaires ce serait là le signe d'une moindre qualité scientifique...) ne se dément pas, comme l'a montré encore récemment le numéro sur l'extrême droite en Europe, et comme le montrent la justesse des articles le plus souvent confirmée par la suite, l'acceptation sans difficulté des auteurs à écrire pour *Hérodote* et à répondre à une demande précise afin de construire un numéro cohérent dont le contenu puisse résister à l'usure du temps, ses 500 abonnements à l'étranger, ses 800 abonnements en France³, et sa grosse centaine de milliers de connexions sur le site Cairn. Ajoutons encore la popularité rencontrée par l'Institut français de géopolitique qui reçoit, chaque année, 300 candidatures d'inscription au master et de très nombreuses demandes de doctorat. Cela est, bien sûr, lié à l'intérêt porté aux questions de géopolitique par les étudiants désireux de comprendre la complexité géopolitique du monde contemporain pour tenter de répondre à l'inquiétude qu'elle génère. Mais il résulte aussi du sérieux de la formation qui y est dispensée et de son caractère novateur, oserais-je dire d'avant-garde ? Les 145 numéros d'*Hérodote* y sont d'ailleurs pour beaucoup, ainsi que les nombreux thèses et mémoires de recherche des étudiants de l'IFG. C'est, en effet, l'analyse de très nombreuses situations géopolitiques dues à des rivalités de pouvoir pour prendre le contrôle de territoires qui a permis à l'équipe d'*Hérodote* et celle de l'IFG (qui se recouvrent en grande partie) d'avancer dans la réflexion théorique. C'est pour avoir étudié sur le terrain des conflits de toute nature – des plus dramatiques et meurtriers (Rwanda, Ituri, Somalie) aux plus longs et dont la résolution paraît toujours lointaine (le conflit israélo-palestinien, le Sahara occidental), aux plus inquiétants à cause de la radicalisation islamiste et des risques terroristes (Afghanistan, Pakistan, Sahara/Sahel), mais aussi des plus démocratiques avec l'analyse des conflits d'aménagement et d'environnement et de lutte électorale – que nous progressons sur le plan théorique. Il s'agit, évidemment, d'avancer avec la prudence et la sagesse de ne

3. Ce qui est beaucoup pour une revue universitaire (la plupart d'entre elles ayant moins de 500 abonnés) et dont la diffusion est de plus en plus assurée par le portail Cairn.

pas établir de « lois géopolitiques » mais avec la volonté d'établir une démarche rigoureuse fondée sur le raisonnement géographique. C'est pourquoi une grande attention est portée aux intersections précises d'ensembles spatiaux, qu'ils soient physiques ou humains, et aux changements de niveaux d'analyse pour comprendre comment une situation locale est aussi déterminée par des phénomènes perceptibles à des niveaux d'analyse plus vastes, régional, national, international et, parfois, planétaire.

Ce numéro est donc une sorte de bilan de ce long chemin parcouru et envisage les perspectives nouvelles que nous voulons ouvrir.

Pourquoi un aussi grand succès en France ?

Yves Lacoste a rappelé que c'est le conflit entre le Cambodge et le Vietnam qui a amené André Fontaine, directeur du journal *Le Monde* à cette époque, à employer le terme de « géopolitique » pour clore son éditorial. Scandalisé par ce conflit entre deux pays communistes du tiers monde pour du territoire dans le delta du Mékong, et ne sachant comment le qualifier, lui vint à l'esprit le terme géopolitique. La situation lui paraissait sans doute inédite et inattendue, voire incongrue, et impossible à analyser avec les facteurs classiques utilisés pour expliquer les conflits : ces deux pays étaient dans le même camp contre les États-Unis, et il s'agissait d'un territoire sans enjeu économique connu (ressources pétrolières par exemple).

Le terme de géopolitique était proscrit, on le sait, depuis la dérive qu'en avaient faite les nazis⁴. Mais en France, avant même cette forme de censure, le terme n'avait guère été utilisé, du fait du rejet du politique par les premiers professeurs de géographie universitaires qui cherchaient à établir une géographie scientifique, coupure épistémologique qui n'est pas encore totalement dépassée dans certains milieux géographiques universitaires. Yves Lacoste [1979] a exposé les conséquences néfastes de cette coupure épistémologique sur la géographie française, qui n'a pas eu lieu en Allemagne [2006]. Mais, inversement, cette exclusion volontaire du politique a évité aux géographes français de tomber dans les dérives de la géopolitique allemande – c'est peut-être aussi ce qui a permis de lever plus facilement le tabou qui pèse encore aujourd'hui sur la géopolitique de l'autre côté du Rhin, dans les milieux universitaires comme dans les médias.

Les raisons de cet intérêt porté à la géopolitique en France ne sont pas évidentes et il serait des plus utiles que des chercheurs s'y intéressent. Peut-on y voir un effet

4. Seuls quelques journalistes l'employaient comme, par exemple, Éric Rouleau à propos de la politique de de Gaulle au Moyen-Orient à la suite de la guerre de 1967, en 1968 dans un article du *Monde diplomatique*.

HÉRODOTE

indirect de l'enseignement couplé de l'histoire et de la géographie obligatoire de la sixième à la classe de terminale (mis à part un court et récent intermède) qui se traduirait pour quelques-uns de nos concitoyens par un intérêt porté aux choses du monde ? Ou un héritage de l'époque où la France était une grande puissance ? Ou une inquiétude plus forte que chez les autres peuples européens du déclin de l'Europe ? Le sentiment assez largement ressenti d'être dans un monde instable sur lequel planent des menaces (terrorisme religieux, prolifération nucléaire, déclin occidental et montée de nouvelles puissances, passage en dépendance etc.) ? On sait les Français modérément confiants dans l'avenir de leur nation.

Des conséquences négatives de l'hégémonie de la géographie physique sur la géographie

Rappelons qu'une des causes principales du rejet du politique par les géographes est l'orientation d'Emmanuel de Martonne, gendre de Paul Vidal de La Blache, vers la géographie physique⁵. Longtemps chef de file des géographes, exemple même du mandarin universitaire au caractère difficile dit-on, son prestige, sa compétence, sa notoriété ont contribué à valoriser la géographie physique et, pendant longtemps, à faire oublier son rôle de conseiller de Clemenceau sur le tracé des frontières à la conférence de la paix en 1919 [Lacoste, 2006]. C'est sans doute à lui que l'on doit l'oubli de l'ouvrage de Vidal de La Blache sur *La France de l'Est* publié en 1916 [Lacoste, 1979] où il abordait la question du retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Comment expliquer cette ferme volonté de se détourner de l'étude des frontières ? Est-ce par souci de scientificité ? L'essentiel de ses publications (au nombre de 150 ouvrages, articles compris) traite en effet des questions de géographie physique. C'est le grand mystère de l'histoire des géographes.

En qualité de directeur de l'Institut de géographie de Paris pendant trente-cinq ans, il a donc eu largement le temps d'imposer sa conception de la géographie. La géomorphologie, la pédologie, la géologie, la climatologie sont des savoirs reconnus comme scientifiques, j'allais écrire comme « vraiment scientifiques » puisque relevant des sciences de la nature qui sont considérées comme des sciences exactes car répondant à des « lois » par opposition aux sciences humaines. Or les professeurs de géographie physique bénéficiaient d'un prestige plus grand que ceux de géographie humaine, peut-être parce qu'ils détenaient un savoir particulier, spécifique, avec un vocabulaire et des concepts inconnus de l'étudiant, à la

5. Emmanuel de Martonne est l'auteur d'un traité de géographie physique célèbre publié pour la première fois en 1908 et réédité de nombreuses fois ; il était toujours recommandé dans les années 1960.

différence de ceux de la géographie humaine directement accessibles. Ce prestige était sans doute accru par la difficulté que représentait l'obtention des certificats de géographie physique. Certains géographes physiciens ne considéraient pas la géographie humaine comme étant de la « vraie » géographie, mais plutôt comme de la sociologie ou de l'économie. Cette représentation est toujours partagée par un grand nombre de gens. C'est ce qui explique que l'on trouve encore cette définition erronée de la géopolitique dans un dictionnaire tel que le Robert : « Étude des rapports entre les données naturelles de la géographie et la politique des États. » Si la coupure épistémologique majeure qu'a représentée l'exclusion du politique a eu les conséquences néfastes que l'on sait, contribuant à faire de la géographie scolaire une discipline « bonasse » [Lacoste, 1976] où il faut surtout de la mémoire puisqu'il n'y a rien à comprendre, la coupure de fait entre la géographie physique et la géographie humaine a eu des conséquences tout aussi désastreuses. Et ce n'est pas le fastidieux plan à tiroirs de la géographie régionale qui a sévi jusque dans les années 1980 qui améliorait la situation car, à la géographie physique de la région étudiée, succédaient les activités humaines. Mais, de raisonnement géographique, il n'y en avait point. Pourtant, il y eut de très bons géographes de géographie humaine tels qu'Albert Demangeon, dont le volume sur les îles Britanniques dans la *Géographie universelle* de Vidal de La Blache est remarquable (1927) et, surtout, son ouvrage sur l'Empire britannique, étude de géographie coloniale publiée en 1923, traduite en anglais en 1925 et en allemand en 1926, ouvrage qui se situe plus dans la géographie recluisienne⁶ que dans la géographie vidalienne.

L'indispensable apport de la géographie à la géopolitique

Or, depuis le premier numéro, *Hérodote*, à de nombreuses reprises et sous l'injonction forte d'Yves Lacoste, rappelle que la géographie intègre dans son raisonnement des facteurs physiques (relief, climat, sols, etc.) et des facteurs humains (répartition de populations, niveau de développement économique, culturel, religion, langue, etc.). Cent quarante-cinq numéros plus tard, une fois encore, Yves Lacoste développe dans un long article les caractéristiques du raisonnement géographique et pourquoi et comment il est nécessaire à l'analyse géopolitique. Il applique son raisonnement à l'exemple du plus long et du plus célèbre des conflits actuels, le conflit israélo-arabe, devenu le conflit israélo-palestinien.

Nous avons donc construit ce numéro autour de deux grands axes. Le premier regroupe des articles de réflexion plus ou moins théoriques sur la géopolitique telle

6. Numéro 130.

HÉRODOTE

que nous la mettons en pratique à l'École française de géopolitique (Yves Lacoste, Philippe Subra, Béatrice Giblin) et sur les problèmes nouveaux que suscite l'accès à une information presque immédiate du déroulement d'événements géopolitiques grâce aux nouvelles technologies d'information et de communication (Barbara Loyer). Barbara Loyer a lancé une réflexion sur la cartographie géopolitique de crise, initiée par ces nouvelles « cartes de crise » construites à partir d'une collecte d'informations envoyées par Facebook ou Twitter. En effet, si l'accès aux informations localisées est immédiat et permet de construire, de mettre à jour constamment et de diffuser des cartes (lieux des manifestations et nombre de manifestants et, en cas de répression, nombre de morts, ou encore nombre de personnes déplacées ou réfugiés en cas de conflit ou de catastrophe naturelle, ou des résultats électoraux pour éviter que ceux-ci ne soient falsifiés par les autorités officielles) si donc les cartes ne sont plus réservées aux autorités, étatiques ou économiques, néanmoins, elles ne disent rien sur les raisons de l'engrenage du drame, ni sur le pourquoi de telle ou telle évolution, ni sur les risques d'aggravation possible ou sur les facteurs de sortie de crise. C'est pourquoi toutes les cartes ne sont pas utiles pour aider à comprendre une situation géopolitique : certes, on localise rapidement des informations, mais pour en faire quoi ? Ces informations, pour être utiles, doivent être intégrées dans un raisonnement géographique efficace, c'est-à-dire dont l'auteur sait repérer dans une réalité complexe et souvent mouvante les ensembles spatiaux enchevêtrés les uns aux autres et dont l'enchevêtrement crée justement la spécificité de la situation géopolitique étudiée.

Hérodote accorde, en dépit des contraintes du noir et blanc et des délais toujours très, trop, courts, une large place aux cartes : c'est une préoccupation constante du comité de rédaction qui ne facilite d'ailleurs pas la tâche de l'éditeur. C'est pourquoi nous apprécions peut-être encore plus que d'autres lecteurs la nouvelle cartographie des deux grands quotidiens que sont *Le Figaro* et *Le Monde*. Les cartes y sont de plus en plus nombreuses et surtout occupent parfois de pleines pages et fournissent des informations de plus en plus éclairantes sur des situations géopolitiques compliquées. C'est ce changement récent (2010) qu'analyse Delphine Papin⁷, témoignant une fois de plus de l'importance accordée désormais à la géopolitique. Mais, plus encore, la carte devient parfois l'élément qui détermine la place qui sera accordée à l'article écrit alors que c'était toujours traditionnellement l'inverse, la carte n'occupant que la place qui restait, quand il y en restait !

7. Géographe, docteur en géopolitique de l'IFG, créatrice et animatrice des cafés géopolitiques qui a travaillé plusieurs années au LEPAC (laboratoire cartographique du *Dessous des cartes*), désormais infographiste au *Monde*.

À ces articles de réflexion sur les différents champs de la géopolitique mis en œuvre dans *Hérodote*, et leurs évolutions, s'ajoute celui de Christophe Strassel qui interroge les relations entre situation économique et situation géopolitique : est-ce que l'une et l'autre s'influencent mutuellement et, si oui, comment ? Longtemps, *Hérodote* ne s'est pas sérieusement intéressé à l'économie, car le champ de celle-ci ne paraissait pas correspondre à la définition simple et efficace que Lacoste a donnée de la géopolitique. Bien sûr, il n'était pas question d'ignorer le facteur aggravant, voire même déclenchant, de l'existence de ressources économiques recherchées dans un conflit. Mais, de là à expliquer tous les conflits par des enjeux économiques, il y a un grand pas que nous ne franchissons pas. Les effets spatiaux d'une économie de plus en plus mondialisée sont indéniables et se repèrent à différents niveaux d'analyse : du plus local (fermeture ou délocalisation d'usines) au plus international (accords bilatéraux, contrôle international du respect de la libre circulation des marchandises).

Un outil très efficace : les représentations contradictoires des territoires objets de conflits

Dans son préambule du *Dictionnaire de géopolitique* [Lacoste, 1992], Yves Lacoste insiste sur l'importance des représentations contradictoires qu'ont du territoire en jeu les différents protagonistes d'un conflit. L'exemple, devenu emblématique, est assurément le conflit israélo-palestinien. La plupart des situations géopolitiques résultent de problèmes de pouvoirs-territoires, c'est-à-dire de polémiques entre protagonistes qui, dans les pays démocratiques, en restent au niveau verbal (manifestations, débats et controverses dans la presse, vote d'opposition) et qui, dans les autres, peuvent plus vite conduire au conflit ouvert. Dans les États-nations qui se sont construits sur des temps longs, il arrive que les affrontements avec les forces politiques adverses soient désormais définitivement dépassés, réglés, les frontières stabilisées du fait d'un rapport de forces qui, après parfois des guerres terribles, s'est équilibré. Les polémiques géopolitiques quant à la configuration même du territoire national n'y existent plus. Néanmoins, si on prend le cas de la France, il existe encore des mouvements indépendantistes très minoritaires comme dans les départements d'outre-mer (DOM) antillais (Guadeloupe) et en Corse. Mais la très grande majorité des populations de ces territoires sait très bien ce que représente de très positif le fait d'être français, surtout depuis que la politique sociale s'applique pleinement dans les DOM. En revanche, il peut se développer en France une polémique géopolitique à propos de la nation et de son unité. Le succès électoral de Marine Le Pen (6,5 millions de voix) à l'élection présidentielle de 2012 en est l'un des signes. C'est sur un discours offensif de la

HÉRODOTE

défense des « vrais Français » et de leur souveraineté sur leur territoire national protégés par leurs frontières que Marine Le Pen a séduit ses électeurs en insistant sur les valeurs françaises de la laïcité, rhétorique habile pour dénoncer ce qu'elle considère comme une menace pour l'identité : l'accroissement du nombre des musulmans et l'offensive jugée délibérée d'une minorité d'islamistes radicaux pour imposer, dans certains quartiers où les populations de culture musulmane sont nombreuses, un contrôle de leur comportement religieux. Rappelons que Nicolas Sarkozy a, par calcul électoral, suivi la même voie, surtout entre les deux tours, contribuant ainsi à crédibiliser le discours de Marine Le Pen et à creuser la fracture nationale [Giblin, 2006], rejetant de fait les Français musulmans, surtout s'ils sont Arabes et Noirs, de la nation. Une électrice de Hénin-Beaumont, d'origine maghrébine, remarque à ce sujet : « Jusqu'ici je me sentais française et maintenant avec elle je me sens arabe. » Or, on peut parler de polémique géopolitique, car il y a bien des territoires précis en jeu, ceux où la population musulmane issue de l'immigration est nombreuse, les « ghettos » de banlieue qui suscitent des représentations contradictoires de la nation. Résoudre cette fracture n'est d'ailleurs pas l'un des moindres problèmes de la gauche au pouvoir, surtout en période de crise et de faible croissance économique, contexte favorable à la montée de l'inquiétude et de tensions sociales.

Or l'écho rencontré par les discours du Front national, comme d'ailleurs par ceux tenus par les partis d'extrême droite des autres pays européens [Hérodote, 2012], est également dû à l'inquiétude que font peser les mouvements islamistes radicaux étrangers issus de la mouvance d'Al-Qaida sur l'Occident et, en Occident, sur les populations musulmanes jugées impies, voire apostates. Ces mouvements, peut-être religieux, et incontestablement politiques, ont bien un objectif géopolitique : imposer des États islamiques gouvernés par la charia et regrouper à terme dans un même ensemble politique la communauté des musulmans. La représentation du territoire à laquelle ces islamistes se réfèrent n'est absolument pas le cadre de l'État-nation, mais un ensemble territorial beaucoup plus vaste qui englobe la totalité des territoires où les musulmans doivent imposer la charia. Ceci est assurément le projet d'un nombre infime de musulmans mais les dégâts géopolitiques d'un petit nombre d'individus déterminés peuvent être immenses dans certaines situations. L'inquiétude que suscitent les actions de militants de l'AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique) au Mali en est la preuve. Il n'est pas le lieu ici de revenir sur l'engagement de la France et du Royaume-Uni (avec le soutien de l'armée américaine) dans la guerre civile libyenne, mais notons simplement l'étendue des risques de contrecoups dans l'engrenage de situations géopolitiques. À ces actes de guerre et de contrôle de la population (à l'exemple de Gao encerclée et contrôlée par les islamistes) sur ces territoires, justifiés par la représentation du territoire qu'en ont leurs auteurs, s'opposent bien évidemment

Hérodote, n° 146-147, La Découverte, 3^e trimestre 2012.

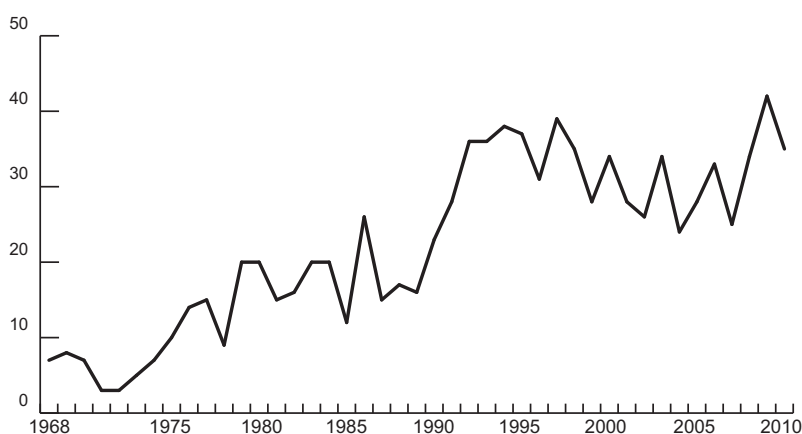
d'autres représentations de ces territoires : celle des Touaregs qui revendiquent leur autonomie, voire leur indépendance, ce qui inquiète les États voisins, Algérie, Niger, Mauritanie, qui se trouveraient concernés compte tenu de la présence de Touaregs sur leur propre territoire national ; et celle du gouvernement malien pour qui les territoires revendiqués par les islamistes ou les Touaregs sont partie intégrante du territoire national et donc doivent rester sous le contrôle de l'État. Mais l'armée nationale est bien faible pour riposter efficacement dans ce terrain immense et difficile quand, de plus, elle conteste la légitimité du pouvoir politique.

Compte tenu de l'importance que nous accordons aux représentations des territoires dans l'analyse géopolitique, nous leur avons consacré plusieurs articles. Yves Lacoste a disséqué et critiqué, avec de solides arguments géographiques et historiques, le célèbre article de Mackinder «The geographical pivot of History», toujours cité et rarement lu par ceux qui y font référence et qui présentent son auteur comme le fondateur de la géopolitique, bien qu'il n'ait jamais employé ce terme. Son article est surtout connu pour ces concepts de «*heartland*», de «pivot», renvoyant tous deux à des représentations géopolitiques. Le premier avec une connotation sentimentale : le cœur, là où se trouve le moteur de la vie – donc, dans cette représentation, le centre de la vie politique, le cœur de la décision ; tandis que le «pivot» est l'axe en fonction duquel les autres États s'organisent ou déterminent leur politique. Si *heartland* n'est plus utilisé dans les écrits dits de géopolitique, celui d'État-pivot est toujours fréquemment employé. Pour autant, le texte de Mackinder reste intéressant à un double titre : d'une part, la référence systématique qui lui est faite dans tous les ouvrages dits «théoriques» de géopolitique et, d'autre part, la célébrité encore actuelle de ces deux représentations, comme l'illustre un article d'un célèbre journaliste américain, Robert. D. Kaplan, dans une revue non moins prestigieuse, *Foreign Affairs*. Nous avons aussi tenu, dans ce numéro, à présenter les représentations géopolitiques de quelques grands États : la Russie, les États-Unis, le Brésil, le Japon. Pourquoi ceux-là ? Dans ces quatre États-puissances, la géopolitique a été maniée par le pouvoir politique pour déterminer et justifier sa politique interne, c'est-à-dire dans le cadre des frontières nationales (surtout dans le cas du Brésil et de la Russie, deux très grands États) et internationales. Enfin, comme il n'y a pas de puissance réelle sans force militaire, une analyse géopolitique de l'OTAN, prenant en compte la complexité des acteurs qui déterminent sa politique, donc les représentations qu'ont les dirigeants nationaux de son rôle et des territoires qui doivent être intégrés dans cette organisation et ceux où elle doit intervenir, a ici toute sa place. En effet, tous les dirigeants des États membres de l'OTAN sont loin de partager les mêmes vues, pour des raisons historiques propres à chaque nation, mais aussi du fait des représentations géopolitiques différentes que ces dirigeants ont du monde. Alors que certains jugent cette organisation obsolète depuis la fin de la guerre froide, d'autres

HÉRODOTE

voudraient qu'elle intègre les États de l'étranger proche de la Russie, tels que l'Ukraine ou la Géorgie. La présence de la Turquie dans l'OTAN sert d'argument aux uns pour pousser à l'intégration de cet État dans l'UE (Union européenne), preuve de son appartenance au camp occidental, quand d'autres insistent sur les réticences du gouvernement turc de l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi, Parti pour la justice et le développement) à laisser l'armée américaine utiliser les bases turques pour lancer son offensive contre l'Irak, y voyant le signe d'un éloignement à plus ou moins long terme du camp occidental pour renouer avec l'ottomanisme. L'OTAN est donc bien un objet géopolitique.

GRAPHIQUE. — NOMBRE D'ARTICLES COMPRENANT LE MOT « GÉOPOLITIQUE »
DANS *LE MONDE DIPLOMATIQUE* PAR ANNÉE



Données compilées grâce au cédérom d'archivage du *Monde diplomatique* (1968-2010). Les articles dans lequel le mot « géopolitique » n'apparaissait pas dans le texte mais dans les mots-clés (qui ne figuraient pas dans la version papier : ils sont ajoutés autour du texte pour la recherche sur ce cédérom) ont été exclus. Sur les 1 195 articles contenant le mot « géopolitique » pendant la période obtenus grâce au cédérom, seuls les 959 contenant le mot « géopolitique » dans la partie du texte imprimée à l'époque (article, carte, bibliographie, signature des auteurs, notes...) ont été gardés.

Bibliographie

- GIBLIN B. (2006), « Fracture sociale ou fracture nationale? De la gravité des violences urbaines de l'automne 2005 », *Hérodote*, n° 120, 1^{er} trimestre, p. 77-95.
- GIBLIN B. (dir.) (2011), *Les Conflits dans le monde, approche géopolitique*, Armand Colin, collection U., Paris.
- Hérodote* (2012), *L'extrême droite en Europe*, n° 145.
- LACOSTE Y. (1976), *La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Maspero, Paris.
Nouvelle édition augmentée, La Découverte, Paris, 2012.
- LACOSTE Y. (1979), « À bas Vidal... Viva Vidal », *Hérodote*, n° 16.
- LACOSTE Y. (1992), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris.
- LACOSTE Y. (2006), *Géopolitique, la longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, Paris.